

Conjoncture Le plan de Nicolas Sarkozy, salué comme le plus important depuis 1981, est jugé insuffisant

Les économistes pronostiquent déjà un deuxième plan de relance

Nul doute n'est permis : le plan de relance de 26 milliards d'euros de Nicolas Sarkozy s'inscrit dans la plus pure tradition keynésienne de soutien à l'économie. Les puristes applaudissent : « Il s'agit d'une série de mesures que l'on aurait considérées il y a quelques mois comme faisant partie d'un plan de relance idéal », constate le néo-keynésien Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et membre du conseil scientifique de l'Institut François-Mitterrand. En expert, il souligne que le plan de relance Sarkozy « est le plus important depuis 1981 ». A une différence près, et de taille : « Cette fois-ci, le changement de direction de politique économique s'effectue à l'échelle mondiale, ce qui me satisfait encore davantage », ajoute M. Fitoussi. Ce que François Mitterrand avait rêvé, Nicolas Sarkozy serait donc en train de le réaliser...

La plupart des économistes saluent d'emblée les deux piliers du plan français : le soutien à la trésorerie des entreprises malmenées par la frilosité des ban-

ques (remboursement des dettes de l'Etat comme l'impôt sur les sociétés, le crédit impôt recherche ou encore la TVA) et la relance de l'investissement public (avec l'accélération des programmes prévus au cours des prochaines années). « Les politiques d'investissement public retrouvent enfin leur rôle contra-cyclique », salue M. Fitoussi.

Mais d'autres économistes s'interrogent sur la frilosité du plan français en matière de relance de la consommation et de pouvoir d'achat. Les 200 euros qui seront alloués en mars aux futurs titulaires du Revenu de solidarité active (qui démarrera en juillet) sont jugés insuffisants. Outre-Atlantique, où il enseigne à Harvard, l'économiste Philippe Aghion souligne les limites du plan français : « Il aurait fallu faire une vraie relance de la demande

et de la consommation, faire des chèques plus généreux aux ménages, comme aux Etats-Unis et en Espagne. » Pour lui, la crise est « d'abord une crise de la demande, y compris pour les entreprises françaises, c'est une situation typiquement keynésienne, il fallait donc apporter des réponses qui soutiennent directement la demande », ajoute-t-il. « Le plan français qui vise l'offre va avoir des effets plus indirects et qui prendront plus de temps. » Le « think tank » européen Bruegel, et son directeur Jean Pisani-Ferry, militent ainsi pour une baisse généralisée de la TVA au niveau européen dès le 1^{er} janvier 2009.

Le programme de réduction des emplois dans l'éducation nationale et l'obstination du gouvernement français



Jeudi 4 décembre, Nicolas Sarkozy a annoncé à Douai (Nord) son plan de relance pour la France. PASCAL ROSSIGNOL/REUTERS

« Les politiques d'investissement public retrouvent enfin leur rôle contra-cyclique »

Jean-Paul Fitoussi
Président de l'OFCE

de réduire de 30 000 le nombre de fonctionnaires en 2009 est également sujet à débat. « Une folie », commente à M. Aghion. « Il faut au contraire faire de l'emploi public », affirme-t-il, sans donner pour autant un blanc-seing à la dépense publique française : « La relance s'impose à court terme mais en même temps, la France doit s'engager sur des réformes profondes de ses systèmes sociaux : elle devrait, par exemple, s'interroger sur l'opportunité de fixer des conditions de ressources dans son système de santé. »

Le raisonnement vaut aussi pour l'aide à l'industrie : « On fait du soutien social déguisé à l'automobile, ce qui était nécessaire, mais je ne crois pas que ce soit un secteur prioritaire et stratégique aujourd'hui : les constructeurs français font de mauvaises automobiles et n'ont pas pris les bonnes décisions », assène Bernard Maris, économiste à l'université Paris VIII.

Enfin, aucun économiste n'est prêt à parier que ce plan suffira pour sortir de la crise. « Il y a deux scénarios pour cette crise

de confiance brutale inégalée depuis le XIX^e siècle, résume Christian Saint-Etienne, professeur d'économie à l'université de Tours. Soit après six mois catastrophiques et monstrueux de mauvaises nouvelles, la situation se stabilise et le plan Sarkozy aura contribué à passer le cap. Soit la cataclysmes se poursuit... Si j'étais Nicolas Sarkozy, j'aurais déjà une équipe qui prépare le plan de relance suivant, d'une ampleur sans aucune mesure avec celui-ci. » M. Maris est

du même avis : « Le plan Sarkozy donne de l'air pour quelques mois aux entreprises mais si la crise dure, il ne suffira pas. Faute de relance européenne coordonnée, il ne faut pas hésiter à dépenser plus. » Jacques Attali, l'ancien conseiller de François Mitterrand qui a récemment présidé la commission pour la libération de la croissance, est du même avis. Il pronostique un nouveau plan en janvier ou février. ■

CHRISTOPHE JAKUBYSZY

Pas de retour à l'équilibre budgétaire d'ici à la fin du quinquennat

Le plan de relance a définitivement balayé tout espoir de revenir à l'équilibre budgétaire d'ici à la fin du quinquennat. Ce plan de 26 milliards d'euros va engendrer en 2009 une envolée du déficit public à 76,2 milliards d'euros, soit près de 4 % du produit intérieur brut, bien au-delà de la limite de 3 % autorisée par Bruxelles.

Pour la seule année 2009, le coût de ce plan pour les finances publiques sera de

15,5 milliards d'euros – les 10 autres milliards d'euros du plan ne pesant pas sur le déficit au sens des règles budgétaires – et le gouvernement ne sera donc pas en mesure de contenir le déficit à 3,1 % du PIB comme il le prévoyait jusqu'à présent. Le premier ministre, François Fillon, a affirmé sur TF1, jeudi, que le déficit se creuserait à 3,9 % du PIB en 2009 avant de revenir à 2,9 % en 2010, 1,9 % en 2011 et 0,9 % en 2012.

CHIFFRES

Dépenses. Le plan de relance se monte à 26 milliards d'euros, soit 1,3 % du PIB. **Mesures.** Le plan se décompose en plusieurs volets : entreprises (11,4 milliards de remboursement par l'Etat), investissements publics (10,5 milliards, dont les deux tiers en 2009), automobile et logement (2 milliards), emploi (1,2 milliard), prime de solidarité (760 millions).

La gauche déplore le vide sur le pouvoir d'achat

A L'UMP, et dans les partis associés de la majorité, Nouveau Centre et Parti radical, pas une voix n'a manqué pour saluer, jeudi 4 décembre, un plan de relance « volontariste », « audacieux » et « équilibré ».

Patrick Devedjian, secrétaire général du parti majoritaire, estime que les mesures décidées par le chef de l'Etat sont susceptibles de provoquer « un effet d'entraînement au plan intérieur », de « générer 0,8 point de croissance et 100 000 emplois ».

Même les libéraux approuvent sans réserve. « Pour la première fois, c'est un choix clair en faveur d'une politique de l'offre. La stratégie générale est bonne », analyse

Hervé Mariton, député de la Drôme, membre du groupe parlementaire de suivi de la crise. Tout juste ce proche de Dominique de Villepin demande-t-il « plus de pédagogie pour distinguer clairement les mesures de court et de long terme ».

Le député Jacques Myard, souverainiste, assure, lui, que le plan « va directement à l'encontre des certitudes idéologiques de la Commission » européenne.

Les organisations patronales se sont, elles aussi, félicitées. La présidente du Medef, Laurence Parisot, dit partager « cette vision qui privilégie l'investissement sur le fonctionnement, l'efficacité sur la bureaucratie, le travail sur l'assistanat ». La CGPME s'est réjouie du choix de « relan-

cer l'économie par l'investissement plutôt que par la consommation ».

Dans l'opposition, la première secrétaire du PS, Martine Aubry, a jugé que la France « n'a toujours pas le plan de relance » qu'exige la crise économique, et réclamé une relance de la consommation. « Ce que nous demandions, c'est ce que Gordon Brown a fait en Grande-Bretagne et José Luis Zapatero en Espagne », a-t-elle ajouté.

« Cadeaux aux employeurs »

« Ce dont les Français ont besoin, c'est du pouvoir d'achat », a ajouté Ségolène Royal. Celle-ci demande au chef de l'Etat de revenir sur le paquet fiscal, ce qui permettrait, selon elle, de verser « un treizième mois » à huit millions de Français.

« A chaque semaine, son plan miracle », a ironisé Cécile Duflot, la secrétaire nationale des Verts. Le Parti communiste a réclamé « l'augmentation des salaires ». La LCR a dénoncé un plan « pour le patronat » et Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) « un plan Medef ».

Comme la gauche, les syndicats de salariés ont été unanimes pour critiquer le plan. FO note « l'absence totale de mesures sur le pouvoir d'achat et le déséquilibre patent entre soutien de l'offre et relance de la demande ». La CFDT regrette, elle, qu'« un nouvel allègement du coût du travail voie le jour, sans contrepartie demandée aux entreprises en termes d'emploi et de pouvoir d'achat ». Pour la CGT, le plan est « centré sur les cadeaux aux employeurs ». La centrale déplore que seuls 500 millions aient été annoncés pour l'assurance-chômage, une somme « dérisoire au regard de la dégradation d'emploi et sans commune mesure avec les milliards d'euros offerts aux employeurs ». ■

SERVICE FRANCE

Les régions sous pression pour soutenir l'activité

« TOUR DE passe-passe », « acrobatie financière » : la plupart des présidents de région socialistes jugent avec sévérité les mesures du plan de relance. Pour l'essentiel, les 2,5 milliards d'euros d'investissement présentés par Nicolas Sarkozy comme des crédits supplémentaires accordés aux collectivités locales sont, selon eux, des sommes que l'Etat leur doit puis longtemps. « La quasi totalité des annonces du président de la République consiste à recycler des opérations déjà engagées et qui, bien souvent, ne seront pas financées par L'Etat », dénonce Martin Malvy, président (PS) de la région Midi-Pyrénées. Il en va ainsi des lignes à grande vitesse – dont la LGV Sud-Europe-Atlantique – pour lesquelles les collectivités territoriales sont appelées à assurer 50 % du financement public », poursuit-il. « L'Etat a 30 à 40 % de retard dans le versement de ses crédits pour le contrat de projets Etat-région 2007-2013. Ce sont des chantiers qui pourraient démarrer tout de suite. Que le gouvernement commence par payer ce qu'il nous doit », s'exclame Alain Rousset, président (PS) de la région Aquitaine et de l'Association des Régions de France (ARF), réunie en congrès à Caen. Jean-Jack Queyranne, président (PS) de la région Rhône-Alpes s'est réjoui, cependant, que « pour une fois », le chef de l'Etat « pense aux régions » dont 20 sur 22 en métropole sont gouvernées par une majorité de gauche.

Parmi les mesures les plus concrètes pour aider les collectivités locales, le gouvernement prévoit le remboursement anticipé par l'Etat de la TVA à celles qui feront un effort d'investissement. La plupart des régions doutent de l'effet de levier de cette décision. « Nous n'en tiendrons pas compte dans nos investissements prévus pour 2009

puisque notre budget est déjà bouclé », assure le cabinet de Jean-Paul Huchon, président (PS) de la région Ile-de-France. « Si le gouvernement avait vraiment voulu aider les collectivités, il n'aurait pas limité comme il le fait la hausse des dotations de l'Etat qui représentent pour la région un tiers de ses recettes », relève Marie-Pierre de la Gontrie, première vice-présidente (PS) chargée des finances.

« Effet de ciseaux »

Les départements ont encore moins de marges de manœuvre. Nous sommes pris dans un effet de ciseaux entre des dépenses sociales qui augmentent et des recettes qui baissent, notamment les droits de mutation », déplore Claudy Lebreton, président (PS) de l'Association des départements.

En dépit du resserrement des dotations de l'Etat et du tassement escompté des rentrées fiscales du

CHIFFRES

Investissement. La part des collectivités locales dans l'investissement public s'élève à 73 %. Les dépenses étaient (hors remboursement de la dette) de 41,1 milliards d'euros en 2005, de 55,5 milliards en 2006 et de 62,4 milliards d'euros (prévisions) en 2007.

Collectivités. En 2006, les investissements se montent à 34,4 milliards d'euros pour les communes (34,8 % de leurs dépenses totales), 12,9 milliards d'euros pour les départements, (22,2 % de leurs dépenses totales, dont 2,3 milliards pour les collèges), et 8,3 milliards d'euros pour les régions (38,1 % de leurs dépenses totales, dont 2,7 milliards pour les lycées et la formation).

fait surtout de la chute du marché immobilier, les collectivités locales qui assurent 73 % de l'investissement public en France assurent ne pas avoir attendu le plan de relance du gouvernement pour réagir.

Bien que le développement économique ne soit pas de leur compétence et qu'elles y consacrent une faible part de leur budget, les régions ont pris des dispositions pour soutenir les PME. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur a prévu de verser 3000 euros sous forme de prêt à taux zéro pour chaque emploi créé ou sauvegardé. La région Ile-de-France va renforcer sa participation dans plusieurs dispositifs de garantie financière pour les PME qui souscrivent des prêts. La région Alsace a décidé de faire passer le plafond des emprunts garantis pour les entreprises de 150 000 à 700 000 euros. Mais Adrien Zeller, président (UMP) prévoit, dans la foulée d'augmenter de 6 % les impôts en 2009. De nombreuses grandes villes envisagent aussi d'augmenter la fiscalité en 2009, « au bénéfice de l'investissement », assure Michel Destot, maire (PS) de Grenoble et président de l'Association des maires de grandes villes (AMGVF). Cependant, Jacques Pélissard, président (UMP) de l'Association des maires de France (AMF), est sceptique sur le démarrage immédiat de l'investissement. « Dans l'année qui suit les élections municipales, il y a toujours une chute des investissements. Les équipes nouvelles doivent lancer des projets, faire des études, des appels d'offre. Tout cela prend du temps. Il faudrait raccourcir les procédures ». Un souhait que le président de la République a promis d'exaucer, jeudi, en présentant son plan de relance. ■

BÉATRICE JÉRÔME
ET XAVIER TERNISIEN
(CAEN, ENVOYÉ SPÉCIAL)



LE SPORT PREND
UNE NOUVELLE DIMENSION
VENDREDI 5 DÉCEMBRE À 17H

Panasonic
Official HD Partner

CANALSAT
EST DISPONIBLE SUR
EUROSPORT HD